



AGRICULTURE, PÊCHE ET CAPITAUX

Comment financer les révolutions verte et bleue de l'Afrique

RAPPORT 2014 SUR LES PROGRÈS EN AFRIQUE

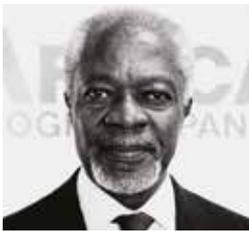
AFRICA
PROGRESS PANEL

À propos du Rapport sur les Progrès en Afrique

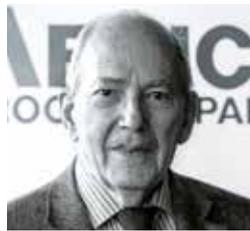
Le Rapport annuel sur les progrès en Afrique est la publication phare de l’Africa Progress Panel. Publié chaque année au mois de mai, ce rapport s’appuie sur les meilleures études et analyses disponibles sur l’Afrique et les compile de manière originale et audacieuse. Tout au long du rapport, dans le cadre de sa mission globale de promotion d’un véritable changement en Afrique, le Panel formule des recommandations politiques viables à l’attention des décideurs africains, principaux vecteurs/agents du progrès en Afrique, ainsi que des partenaires internationaux et organisations de la société civile.

Le présent rapport peut être reproduit librement, en partie ou dans sa totalité, à condition d’en mentionner la source.

À propos de l'Africa Progress Panel



KOFI **ANNAN**



MICHEL **CAMDESSUS**



PETER **EIGEN**



BOB **GELDOF**



GRAÇA **MACHEL**



STRIVE **MASIYIWA**



OLUSEGUN **OBASANJO**



LINAH **MOHOHLO**



ROBERT **RUBIN**

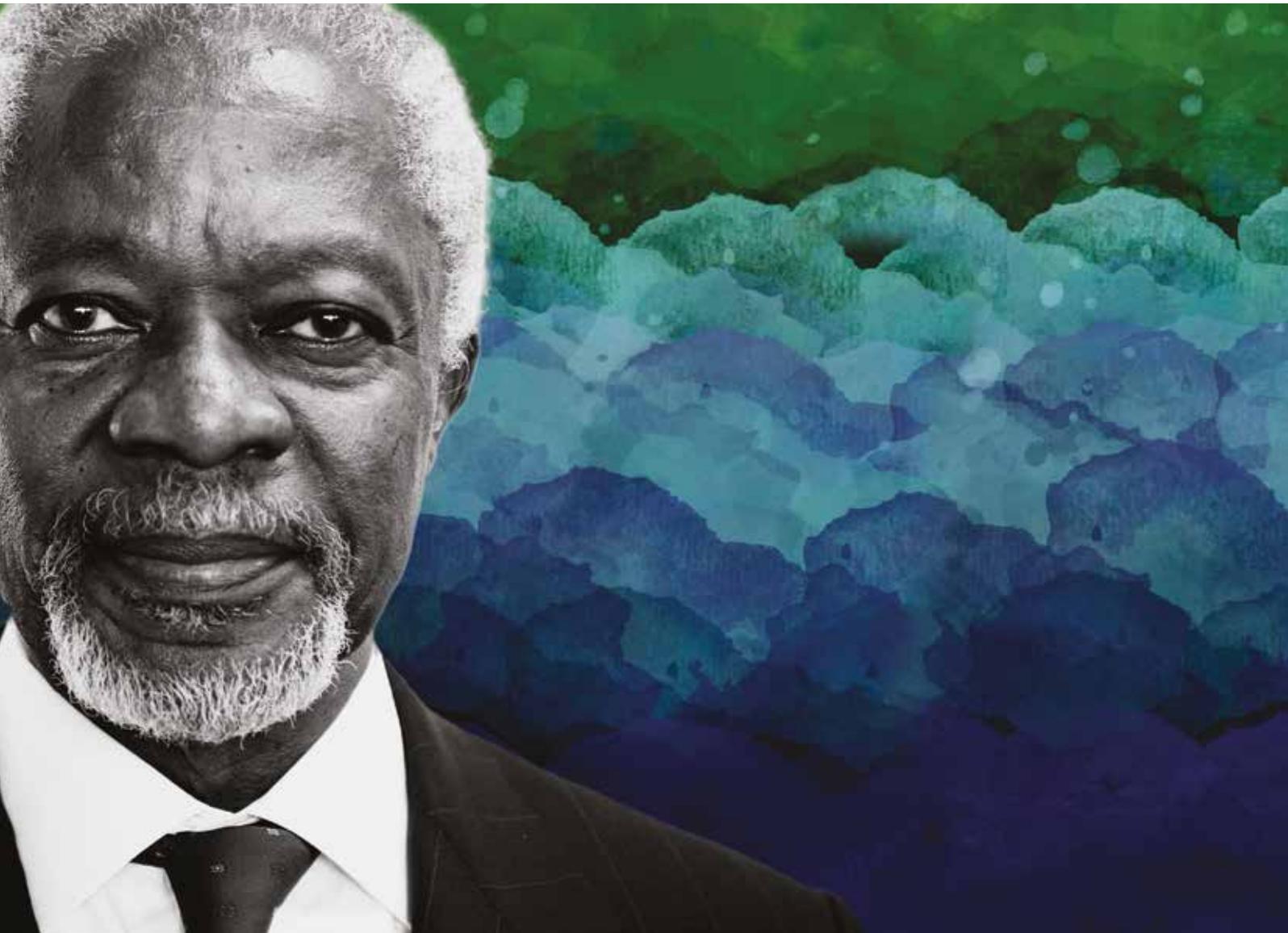


TIDJANE **THIAM**

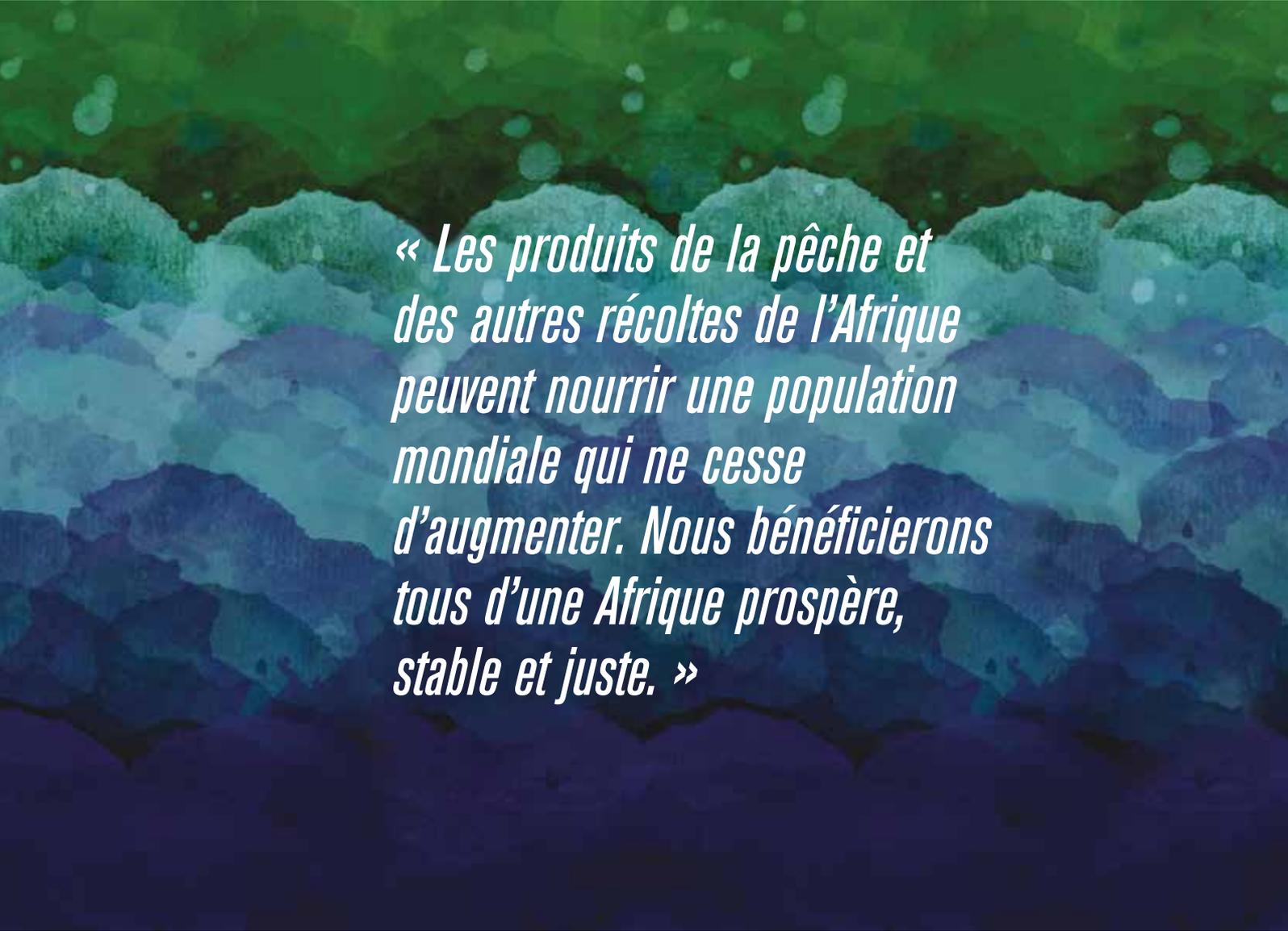
L'Africa Progress Panel (APP) est un groupe de dix personnalités éminentes qui se mobilisent en faveur d'un développement équitable et durable pour l'Afrique. M. Kofi Annan, ancien Secrétaire général des Nations Unies et lauréat du prix Nobel de la paix, préside l'APP et est étroitement impliqué dans son travail quotidien.

L'expérience reconnue et la réputation des membres du Panel leur confèrent une capacité extraordinaire à toucher une partie considérable et très diversifiée de la société, y compris aux plus hauts niveaux, en Afrique et dans le monde entier. Par conséquent, le Panel évolue au sein d'un espace politique unique, avec la possibilité de cibler des publics de décideurs, y compris les dirigeants africains et d'autres leaders internationaux, chefs d'État et chefs d'entreprise, ainsi qu'un large éventail de parties prenantes aux niveaux mondial, régional et national.

Le Panel a vocation à faciliter la création de coalitions pour approfondir et communiquer/diffuser les connaissances, et à inciter les décideurs à influencer les politiques de développement pour créer/façonner le changement en Afrique. Le Panel dispose de vastes réseaux d'analystes politiques dans tout le continent. En réunissant des experts centrés sur l'Afrique, le Panel contribue à l'élaboration de politiques reposant sur des données factuelles.



Avant-propos par **Kofi Annan**



« Les produits de la pêche et des autres récoltes de l'Afrique peuvent nourrir une population mondiale qui ne cesse d'augmenter. Nous bénéficierons tous d'une Afrique prospère, stable et juste. »

Il faut bien nourrir une population mondiale en pleine expansion et l'Afrique, notre continent, est particulièrement bien placée pour remplir cette fonction. Nous disposons de suffisamment de ressources pour nourrir non seulement notre population, mais également celle des autres régions du monde. C'est maintenant que nous devons saisir cette chance.

Les niveaux de productivité de l'Afrique, qui connaissent une augmentation timide, pourraient aisément être multipliés par deux d'ici cinq ans. Nos petits exploitants agricoles, qui sont principalement des femmes, ont en effet prouvé à maintes reprises leurs capacités d'innovation et de résilience.

Alors, pourquoi ne parviennent-ils pas à prospérer ? La réalité est inacceptable : trop d'agriculteurs africains emploient encore des méthodes héritées de génération en génération. Ils exploitent leurs terres et élèvent leurs animaux presque comme leurs ancêtres l'ont fait depuis des millénaires.

Alors que l'Afrique affiche une croissance insolente, un nombre trop élevé de nos concitoyens ne parvient pas à s'extraire de la pauvreté. Le Rapport sur les progrès en Afrique de cette année conclut que l'accélération du changement en Afrique passera obligatoirement par une véritable valorisation de notre agriculture et de notre pêche, qui permettent à près de deux tiers des Africains de gagner leur vie.

Pour que la majeure partie de la population du continent bénéficie des réussites économiques récentes de l'Afrique, nous devons impérativement cesser de nous désintéresser de nos communautés d'agriculteurs et de pêcheurs. Il est temps pour l'Afrique de mener ses révolutions verte et bleue.

Ces révolutions sont amenées à modifier profondément, et de façon extrêmement positive, le visage de notre continent. Pourvoyeuses d'emplois et de perspectives considérables, ces révolutions permettront surtout d'améliorer sensiblement la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique. À l'échelle du continent, la malnutrition signe avant tout l'échec des autorités politiques, et nous devons immédiatement remédier à cette carence démobilisatrice.

Les agriculteurs et les pêcheurs africains sont tout à fait aptes à relever ce défi, à condition qu'on leur donne leur chance. Pour cela, il est impératif que leurs gouvernements fassent preuve d'une plus grande ambition à leur égard. En outre, les gouvernements des pays africains doivent dès à présent développer des infrastructures adaptées et veiller à ce que tous puissent accéder aux systèmes financiers.

Pour les agriculteurs, l'accès au secteur financier — c'est-à-dire au crédit, à l'épargne et à l'assurance — permet de s'assurer contre certains risques, comme la sécheresse, et d'investir de façon plus rentable dans des semences de meilleure qualité, des engrais ou des pesticides. Grâce à des routes en bon état et des installations de stockage de qualité, les agriculteurs sont en mesure de commercialiser leurs récoltes avant qu'elles ne pourrissent en plein champ. Les obstacles au commerce et les carences des infrastructures empêchent nos agriculteurs de faire véritablement face à la concurrence. On leur demande de monter sur le ring avec les mains attachées derrière le dos.

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que les importations de denrées alimentaires de l'Afrique s'élèvent à 35 milliards de dollars US par an.

Investir dans les infrastructures représente un coût non négligeable. Toutefois, une partie de l'écart de financement en la matière pourra être comblée si l'on parvient à faire cesser le pillage généralisé des ressources naturelles de l'Afrique, qui ne fait qu'aggraver la pauvreté dans un continent pourtant si riche. Cela doit cesser immédiatement. Le Rapport sur les progrès en Afrique de l'année dernière a démontré que les mouvements de capitaux illicites, souvent effectués à des fins d'évasion fiscale par les industries extractives, coûtaient à l'Afrique davantage que ce que notre continent perçoit dans le cadre de l'aide internationale ou des investissements étrangers.

Le rapport de cette année montre comment l'Afrique perd également des milliards de dollars en raison de pratiques illégales et criminelles dans le secteur de la pêche et de l'exploitation forestière. Nous ne faisons qu'accumuler des problèmes pour l'avenir. Une caste corrompue enrichit sa fortune personnelle, tandis que la très grande majorité des Africains d'aujourd'hui et de demain ne peut profiter de ressources collectives susceptibles de fournir à tous des revenus, des moyens de subsistance et une meilleure alimentation. En n'apportant pas de solutions à ces problèmes, nous semons les graines d'une récolte amère.

Des actions collectives doivent être mises en place à l'échelle mondiale pour encourager la transparence et la responsabilisation. Au cours de l'année qui a suivi la publication du précédent rapport, des mesures importantes ont été prises dans les domaines de la propriété effective, de la fraude et de l'évasion fiscales, et des revenus issus des ressources naturelles. Un appui technique et financier supplémentaire permettra aux gouvernements africains de limiter les mouvements illicites de bois, de produits de la pêche et de capitaux.

Avec ces mêmes objectifs à l'esprit, ces mesures doivent être généralisées aux principaux négociants internationaux de matières premières, allant du café au pétrole, qui jouent un rôle stratégique sur les marchés africains. Trop souvent, ces négociants puissants et influents à l'échelle mondiale ne tombent pas sous le coup des/échappent aux réglementations nationales et internationales.

L'aboutissement de l'ensemble de ces démarches est dans notre intérêt à tous. Les forêts africaines peuvent aider le monde à respirer et tout comme les océans, lacs et cours d'eau que compte l'Afrique, elles contribuent à préserver la précieuse diversité de la Terre. Les produits de la pêche et les autres denrées produites en Afrique peuvent nourrir une population mondiale qui ne cesse d'augmenter. Ainsi, nous bénéficierons tous d'une Afrique prospère, stable et juste.

Les investisseurs étrangers prennent conscience du potentiel économique de l'Afrique et n'hésitent pas à injecter des liquidités dans le secteur agroalimentaire. Dans le meilleur des cas, ces investissements sont source d'emplois, de financements et de savoir-faire essentiels. Dans le pire des cas, ils privent les Africains de leurs terres et de leurs ressources en eau. Les gouvernements africains doivent impérativement réglementer ces investissements et faire en sorte qu'ils bénéficient réellement à l'Afrique. Les accords passés entre les gouvernements et les entreprises doivent profiter aux deux parties.

Les Africains vivant à l'étranger envoient par ailleurs beaucoup d'argent en Afrique, malgré des frais de transfert prohibitifs et moralement contestables, qui pénalisent encore davantage les communautés rurales. Ainsi, transférer 1 000 dollars US vers l'Afrique coûte 124 dollars, contre 65 dollars vers l'Asie du Sud ou 78 dollars en moyenne vers les autres régions du monde.

Déclencher la révolution verte et la révolution bleue de l'Afrique peut sembler insurmontable. Pourtant, plusieurs pays se sont déjà lancés dans cette voie : leurs agriculteurs plantent de nouvelles semences, utilisent des engrais et trouvent des débouchés pour leurs récoltes. Grâce à des innovations considérables et des politiques publiques intelligentes, l'Afrique fait évoluer ses méthodes agricoles ancestrales.

Les technologies mobiles permettent aux agriculteurs de prendre un raccourci direct vers une productivité élevée. De jeunes entrepreneurs conjuguent agriculture et marchés mondiaux du XXI^e siècle. La résilience, la créativité et l'énergie déployées par l'Afrique ne cessent d'impressionner. Ces qualités seront essentielles à la réussite des révolutions verte et bleue, clés de l'avenir de l'Afrique.



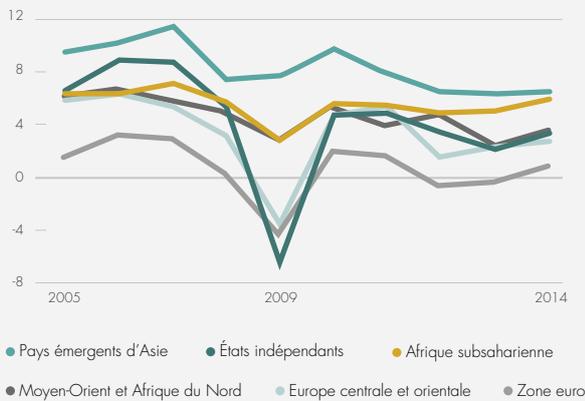
KOFI A. ANNAN

Président de l'Africa Progress Panel

NOS PROGRÈS



L'AFRIQUE RESTE L'UNE DES RÉGIONS DU MONDE QUI CONNAÎT LA CROISSANCE LA PLUS RAPIDE



Source: FMI (2013), Perspectives de l'économie mondiale : Transitions et tensions.



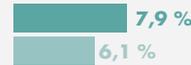
LES MOTEURS DE LA CROISSANCE NE SE LIMITENT PAS AUX INDUSTRIES EXTRACTIVES

1. Croissance liée aux industries extractives

Sierra Leone



Ghana



Mozambique



2. Croissance liée aux industries non extractives

Côte d'Ivoire



Rwanda



Éthiopie



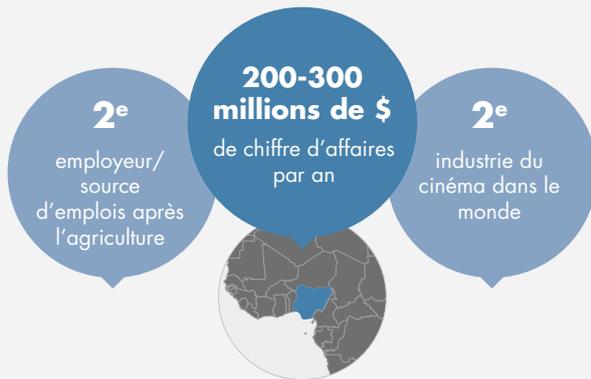
● Croissance 2012 ● Croissance 2014 (projection)

Source: FMI (octobre 2013), Perspectives économiques régionales. Afrique subsaharienne : Maintenir le rythme.



LE SECTEUR DE LA CRÉATION EST EN PLEIN ESSOR DANS L'ENSEMBLE DE L'AFRIQUE

Nollywood, l'industrie du cinéma au Nigéria, est un secteur à suivre/prometteur

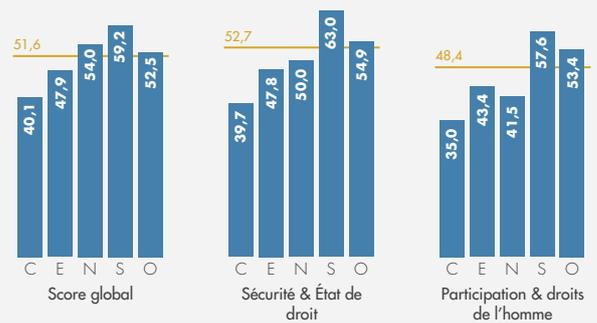


Sources: Afrique Renouveau (mai 2013) et Financial Times (2013).



LA GOUVERNANCE S'AMÉLIORE DE FAÇON GÉNÉRALE : RÉSULTATS RÉGIONAUX 2012

Scores régionaux par catégorie : 2012



● Moyenne

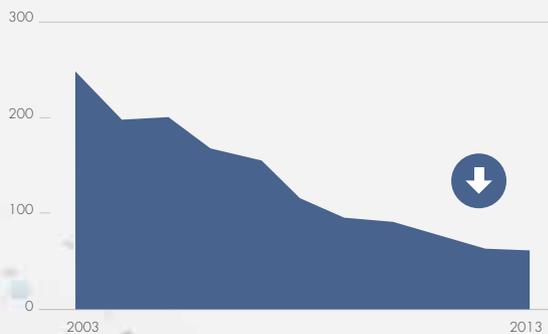
C = Afrique centrale E = Afrique de l'Est N = Afrique du Nord S = Afrique australe O = Afrique de l'Ouest

Source: Indice Ibrahim de la gouvernance africaine (2013).



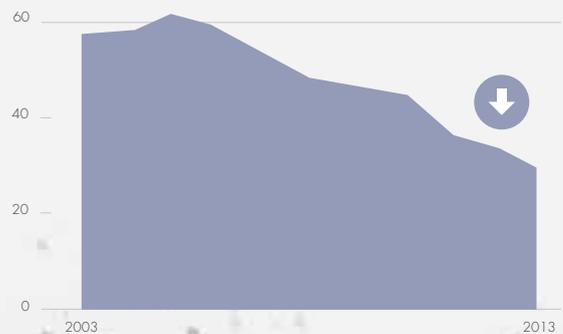
IL EST DEvenu PLUS SIMPLE ET MOINS COÛTEUX D'ÊTRE ENTREPRENEUR EN AFRIQUE

1. Coût des procédures de création d'entreprise (en % du PNB par habitant)



Source: Groupe Banque mondiale (2014), Indicateurs du développement dans le monde.

2. Temps nécessaire pour créer une entreprise (en jours)

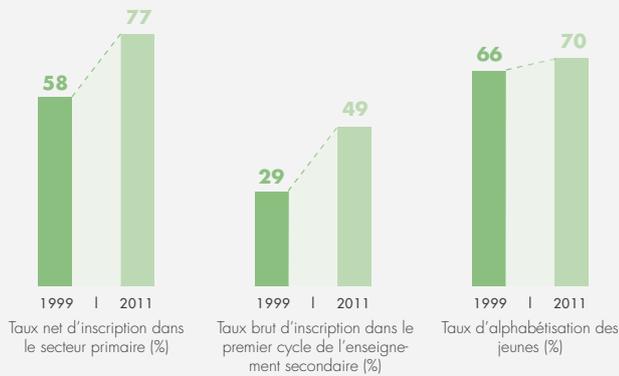




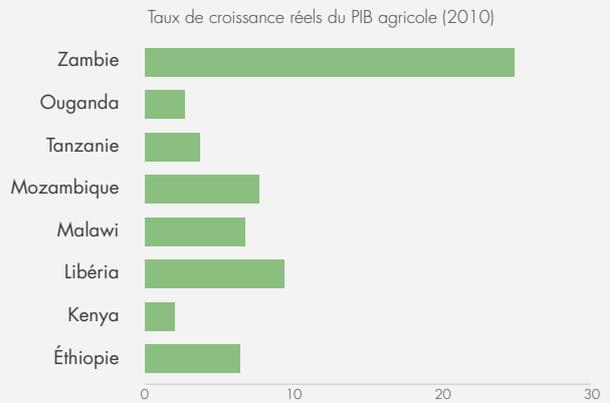
DE PLUS EN PLUS D'ENFANTS ONT ACCÈS À L'ÉDUCATION, MÊME SI DES PROBLÈMES DE QUALITÉ SUBSISTENT



DANS CERTAINS PAYS, LE SECTEUR AGRICOLE CONNAIT UNE FORTE CROISSANCE



Source: UNESCO (2013/14), Rapport mondial de suivi de l'Éducation pour tous.

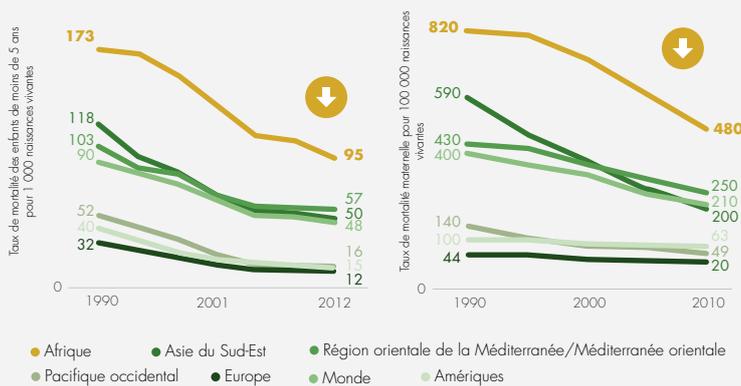


Source: AGRA (2013), African Agriculture Status Report.



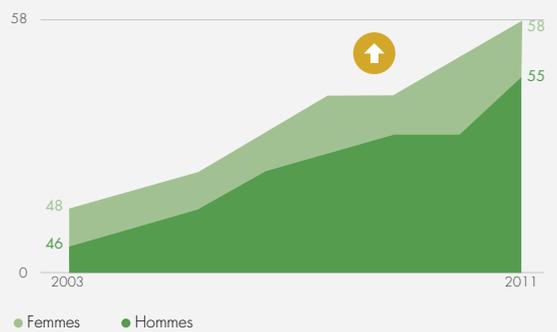
LES INDICATEURS DE SANTÉ S'AMÉLIORENT

1. Les taux de mortalité infantile et maternelle baissent – mais ils doivent baisser davantage encore...



Source: OMS (2014), Atlas des statistiques sanitaires africaines.

2. L'espérance de vie augmente



QUI SAIT ? L'ANNÉE 2014 SERA PEUT-ÊTRE CELLE QUI VERRA LA VICTOIRE D'UNE ÉQUIPE AFRICAINE EN COUPE DU MONDE ?

* Pays ayant atteint les quarts de finale

1970-1990



Représentation de l'Afrique dans les phases finales

Algérie
Égypte
Zaïre
Tunisie
Cameroun*
Maroc

1991-2010



Meilleure représentation de l'Afrique dans les phases finales

Angola
Côte d'Ivoire
Maroc
Nigéria
Afrique du Sud
Togo
Sénégal*
Ghana*
Tunisie
Cameroun

Source: Coupe du monde FIFA

MALGRÉ LES PROGRÈS...

29 PAYS D'AFRIQUE ONT CONNU
UNE CROISSANCE MOYENNE DE LEUR
PIB PAR HABITANT INFÉRIEURE À

3% ENTRE
2000 ET 2012



13%

PART DE L'AFRIQUE DANS LA
**POPULATION
MONDIALE**



1.6%

PART DE L'AFRIQUE
DANS LE
PIB MONDIAL



1990

2010

PART DE L'AFRIQUE DANS LA
PAUVRETÉ MONDIALE

173
millions

1990-2

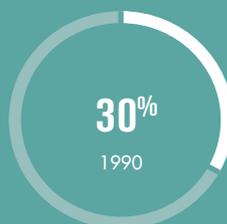
223
millions

2010-3

NOMBRE DE
PERSONNES SOUS-ALIMENTÉES



DES ENFANTS DE MOINS DE 5 ANS
SOUFFRENT D'UN RETARD DE CROISSANCE



30%
1990



50%
2012

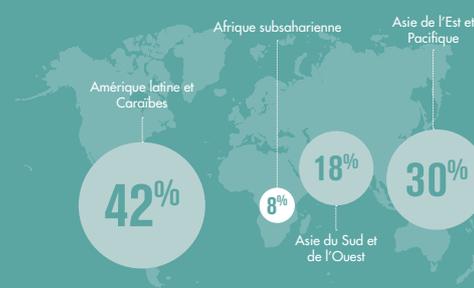
PART DE L'AFRIQUE DANS LA
MORTALITÉ INFANTILE DANS LE MONDE



1999

2010

PART DE L'AFRIQUE DANS LE **NOMBRE D'ENFANTS
NON SCOLARISÉS** DANS LE MONDE



TAUX D'INSCRIPTION
DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Résumé

« L'Afrique est une terre d'opportunités... les perspectives commerciales sont là, la croissance est là et la population est là ».

MACKY SALL, PRÉSIDENT DU

Sénégal, janvier 2014

« Les familles vivent de la pêche depuis des générations... mais les stocks de poissons ont diminué. Nos revenus ont baissé. Avant, on pouvait épargner un peu pour payer les études de nos enfants ou réparer nos bateaux, mais aujourd'hui, on a de plus en plus de mal à joindre les deux bouts ».

ISSA FALL, COMITÉ DES PÊCHES

Soumbédioune, Sénégal, janvier 2014

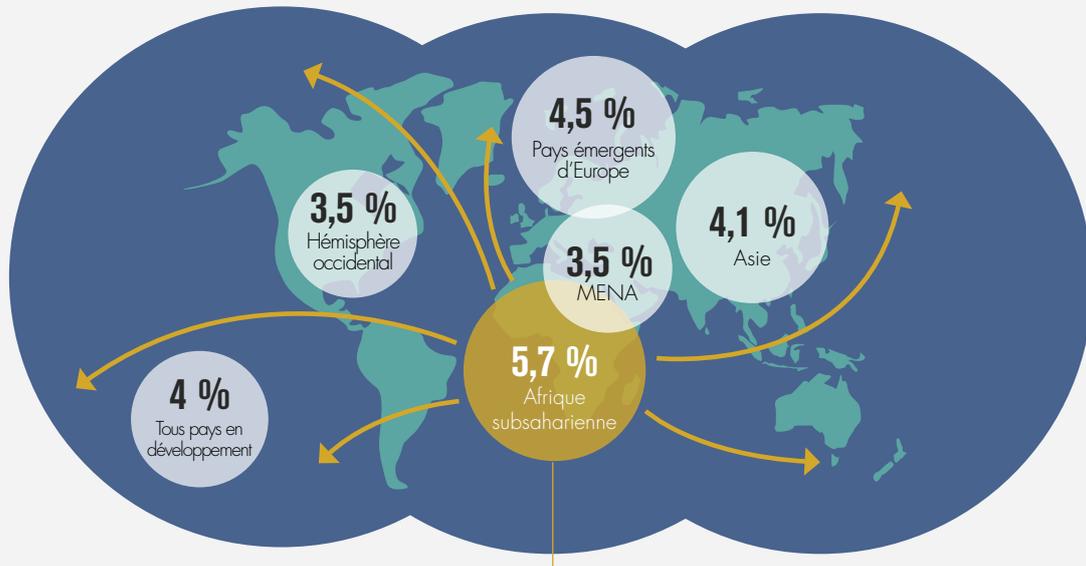
Ces deux points de vue émanant d'un même pays d'Afrique renvoient à deux perceptions bien différentes de la réalité. Le président Macky Sall évoque le plan d'investissement « Sénégal Émergent » mis en place par son gouvernement, doté de plusieurs milliards de dollars et visant à moderniser les infrastructures du pays. Il y a dix ans, le Sénégal était encore en proie à une crise de la dette. Aujourd'hui, le pays est en mesure de vendre de la dette souveraine sur les marchés d'euro-obligations. L'économie gagne en vigueur, les exportations augmentent et le Sénégal devient une plate-forme régionale pour les transports, la logistique et le tourisme.

Et puis, il y a l'autre Sénégal – celui d'Issa Fall. Comme c'est le cas de dizaines de milliers de pêcheurs artisanaux qui exercent leur métier sur leurs pirogues, construites à la main à partir de bois local, son gagne-pain est menacé. L'océan qui borde l'Afrique de l'Ouest est l'une des zones de pêche les plus prolifiques au monde. Pourtant, les prises sont en baisse, tout comme les revenus qu'en tirent les pêcheurs, à cause de la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, opérée par des flottes marchandes étrangères. Le Sénégal ne dispose pas de capacités suffisantes pour surveiller l'activité de ces flottes. Jusqu'à récemment, il n'existait d'ailleurs pas de volonté politique de s'attaquer à ce problème. Les dirigeants faisaient le jeu des intérêts privés et profitaient comme eux de la vente illégale de permis à des flottes étrangères.

L'expérience du Sénégal est symptomatique d'une situation plus générale. Depuis plus de dix ans, les économies africaines se portent bien, si l'on en croit les graphiques illustrant la croissance du PIB, des exportations et des investissements étrangers. Le ressenti des populations africaines est toutefois plus mitigé. Vue des zones rurales et des bidonvilles dans lesquels vivent la plupart des Africains, la reprise économique paraît beaucoup moins impressionnante. Certains – tels que les pêcheurs artisanaux d'Afrique de l'Ouest – ont été poussés au bord du dénuement. Pour d'autres, la croissance a conduit à un enrichissement exceptionnel. L'Afrique abrite aujourd'hui quelques-uns des marchés les plus dynamiques en ce qui concerne les produits de luxe. Les signes de cette nouvelle prospérité sont d'ailleurs de plus en plus visibles et côtoient les symptômes persistants d'une pauvreté installée de longue date.

UN MANQUE À GAGNER POUR L'AFRIQUE : LE COÛT DES SORTIES DE CAPITAUX ILLICITES

Pourcentage de PIB perdu par les différentes régions en raison de mouvements de capitaux illicites



Total des mouvements de capitaux illicites en provenance d'Afrique

50 milliards de dollars US
PAR AN

Ce montant représente 5,7 % du PIB de l'Afrique ; il est supérieur aux dépenses publiques de santé de l'ensemble du continent

PILLAGE DES RESSOURCES

Exploitation forestière
illicite

MONDE

100 milliards
DE DOLLARS US PAR AN



AFRIQUE

17 milliards
DE DOLLARS US PAR AN

Pêche illicite, non déclarée et non
réglementée

MONDE

23 milliards
DE DOLLARS US PAR AN



AFRIQUE DE L'OUEST

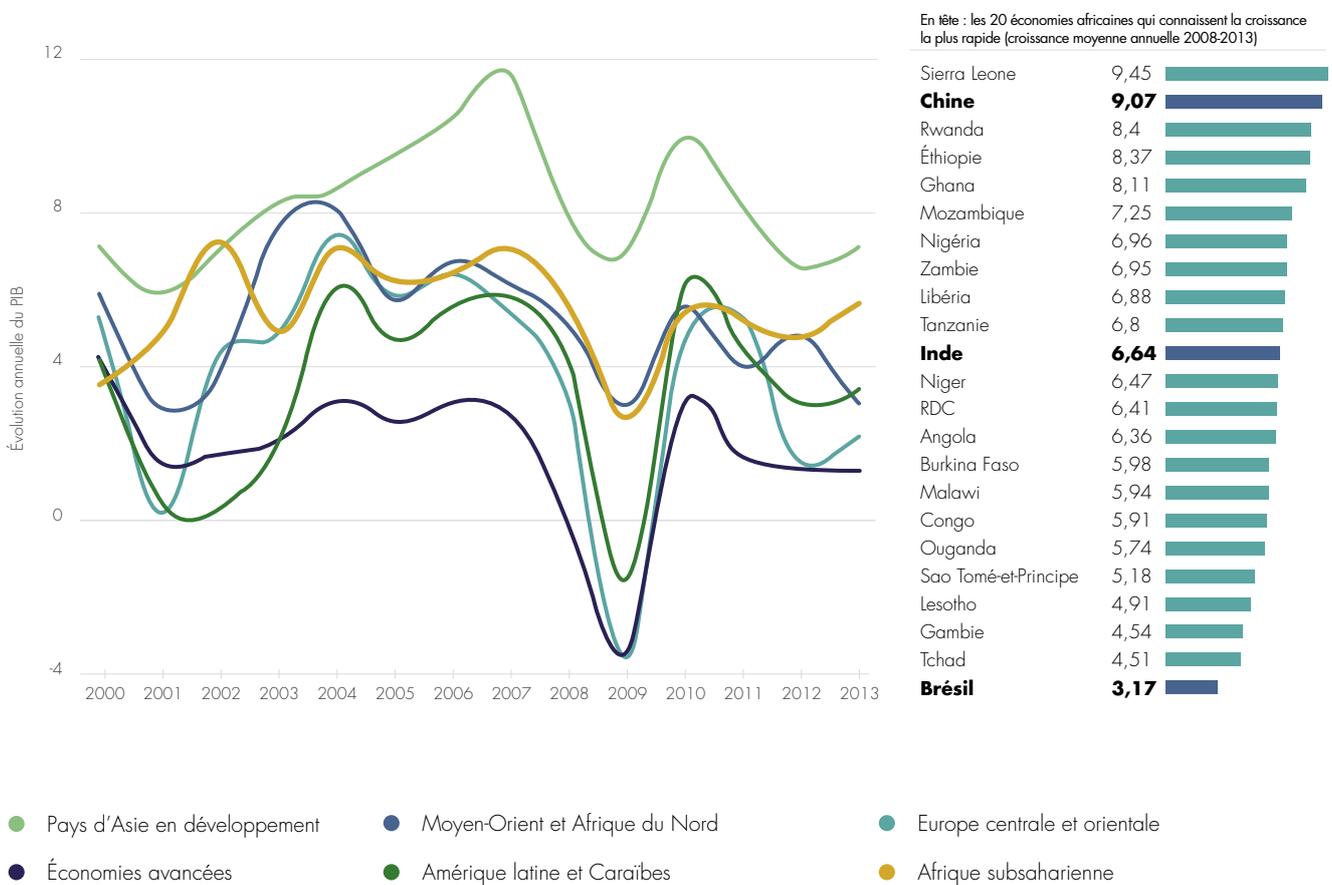
1.3 milliard
DE DOLLARS US PAR AN

Sources:

Canby, K. et Oliver, R. (2013), Trade flows, illegality hot-spots and data monitoring.
GFI (2013), Flux Financiers Illicites en Provenance des Pays en Développement : 1990-1992
INTERPOL et PNUE (2012), Carbone vert, marché noir : Exploitation illégale, fraude fiscale et blanchiment dans les forêts tropicales du monde.
Groupe de haut niveau chargé de la question des flux financiers illicites en provenance d'Afrique (2014).
OCDE (2012), Illegal trade in environmentally sensitive goods.

L'Afrique est aujourd'hui à un moment charnière de son histoire. La croissance économique s'est installée dans la majeure partie du continent. Les exportations sont en plein essor, les investissements étrangers sont en hausse et la dépendance vis-à-vis de l'aide internationale recule. Les réformes de la gouvernance font évoluer le paysage politique. La démocratie, la transparence et la responsabilisation ont permis aux citoyens africains de peser davantage dans les décisions qui affectent leur vie quotidienne.

FIGURE 1 DIX ANS DE CROISSANCE POUR L'AFRIQUE
(À PRIX CONSTANTS, RÉGIONS SÉLECTIONNÉES)



Source: FMI (2014), base de données des Perspectives de l'économie mondiale.

Ces évolutions sont encourageantes. Pour autant, lorsqu'il s'agit de réduire la pauvreté, d'améliorer le quotidien des populations et de jeter les bases d'une croissance plus inclusive et plus durable, les progrès sont beaucoup moins évidents. Les gouvernements africains n'ont pas été capables de transformer les richesses générées par la croissance économique en perspectives exploitables par l'ensemble des Africains pour construire un avenir meilleur. Il est désormais temps pour l'Afrique de s'engager sur la voie d'une croissance plus inclusive et de sociétés plus justes.

Cette année, le Rapport sur les progrès en Afrique porte sur quelques-uns des défis essentiels que doivent relever les gouvernements africains. Nous sommes convaincus qu'il existe de nombreuses raisons d'être optimistes. La démographie, la mondialisation, les nouvelles technologies et l'évolution de l'environnement en faveur des entreprises offrent ensemble de nombreuses perspectives de développement qui n'existaient pas avant la reprise économique. Toutefois, l'optimisme ne doit pas laisser place à l'exubérance dont certains font preuve. Les gouvernements doivent veiller de toute urgence à ce que la croissance économique ne se limite pas à créer des richesses pour certains, pour faire en sorte qu'elle contribue au bien-être de la majorité. Il s'agit surtout de recentrer les priorités sur les atouts les plus importants et les plus productifs de l'Afrique, à savoir les secteurs de l'agriculture et de la pêche. Ce rapport recommande d'améliorer la préservation, la gestion et la mobilisation des nombreuses ressources marines et forestières du continent. Une telle protection est indispensable à une croissance porteuse de changement.

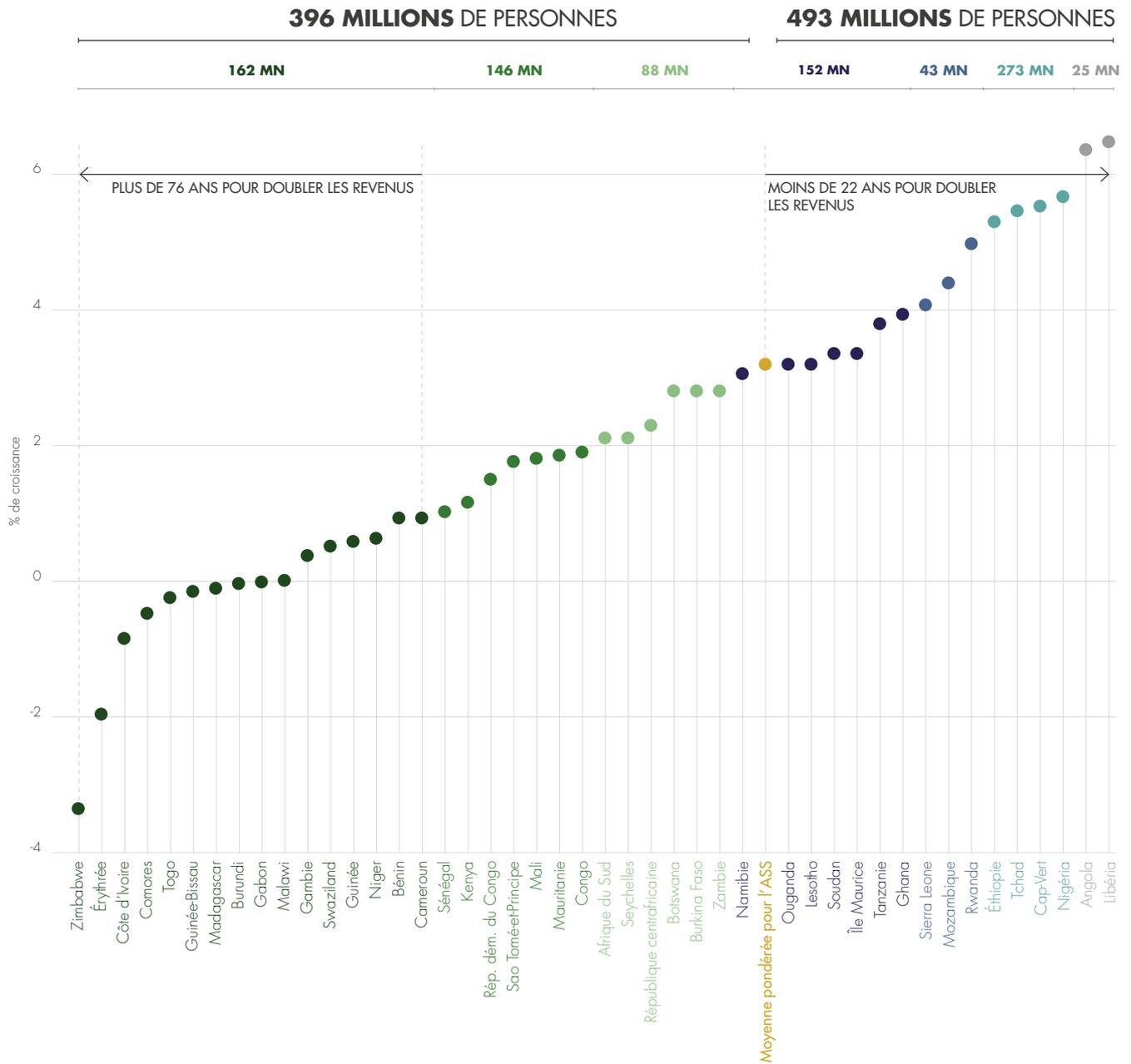
Il convient également d'apprécier les progrès réalisés au cours des quinze dernières années. Grâce à la croissance économique, les revenus moyens ont augmenté d'environ un tiers. Si la dynamique actuelle de croissance se poursuit, les revenus seront multipliés par deux d'ici 22 ans. Autrefois synonyme de mauvaise gestion macroéconomique et de stagnation, l'Afrique abrite aujourd'hui quelques-unes des économies les plus dynamiques du monde. En matière de croissance, l'Éthiopie n'a rien à envier à la Chine, et la Zambie fait mieux que l'Inde. Contrairement aux idées reçues, la croissance n'est pas uniquement le fait du pétrole et des minerais, ou bien des exportations et des investissements étrangers. Les groupes commerciaux africains sont devenus des moteurs du changement à part entière, dans des domaines tels que la banque, l'industrie agroalimentaire, les télécommunications ou la construction.

Pour la première fois depuis une génération, les taux de pauvreté ont diminué – mais bien trop lentement. Les retombées de la croissance se répercutent sur les Africains les plus pauvres à un rythme désespérément lent. L'année prochaine, les gouvernements africains se joindront au reste de la communauté internationale en adoptant les objectifs internationaux de développement pour l'après-2015. L'un de ces objectifs sera l'éradication de la pauvreté à l'horizon 2030. Si les tendances actuelles se confirment, l'Afrique ne risque pas d'atteindre cet objectif.

Pourquoi la croissance parvient-elle si lentement à réduire la pauvreté ? Ce paradoxe s'explique notamment par le fait qu'en Afrique, les pauvres sont très pauvres : les personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté de 1,25 dollar US par jour n'ont en fait que 70 cents pour vivre. Par ailleurs, les fortes inégalités de départ signifient que la croissance doit être très importante pour parvenir, un tant soit peu, à réduire la pauvreté. L'augmentation de la tendance actuelle de croissance de 2 points par habitant et la mise en place d'un système de redistribution, même limité, en faveur des populations pauvres permettraient à l'Afrique de s'approcher de l'objectif d'éradication de la pauvreté d'ici 2030.

Des programmes de protection sociale bien conçus pourraient jouer un rôle fondamental, en protégeant les personnes vulnérables des risques liés aux sécheresses, à la maladie ou à d'autres difficultés. Les transferts de fonds sont un autre moyen d'augmenter les niveaux de revenus. Les expériences mises en place dans d'autres régions du monde, en particulier en Amérique du Sud, montrent que la protection sociale peut à la fois contribuer à réduire la pauvreté et les inégalités et à dynamiser la croissance agricole. Or, l'Afrique n'investit pas suffisamment dans ce secteur pourtant vital, et peu de gouvernements ont mis au point des programmes intégrés. En revanche, ils consacrent près de 3 % de leur PIB à des subventions à la consommation d'énergie, majoritairement versées aux plus riches, ce qui représente trois fois le budget nécessaire au financement de la protection sociale. Il est difficile d'imaginer des priorités plus malvenues.

FIGURE 2 LES REVENUS MOYENS SONT EN HAUSSE – MAIS AUGMENTENT PLUS RAPIDEMENT DANS CERTAINS PAYS : CROISSANCE DU PIB PAR HABITANT (% ANNUEL MOYEN 2000-2012)



Nombre d'années nécessaire pour doubler les revenus, sur la base des tendances actuelles

- 76-190
- 36-67
- 25-33
- 18-23
- 14-17
- 12-13
- 11
- Moyenne : 22 ans

Source: Groupe Banque mondiale (2014), Indicateurs du développement dans le monde.

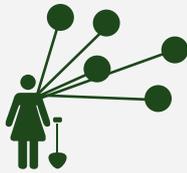
LES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES APPLIQUÉES EN AFRIQUE : DÉVELOPPÉES PAR DES AFRICAINS, POUR L'AFRIQUE ET LE MONDE

Les technologies mobiles peuvent stimuler la productivité de l'Afrique dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche. Des pôles d'innovation se créent partout en Afrique et servent d'incubateurs à une nouvelle génération d'experts technologiques.



PROJET DE SURVEILLANCE COMMUNAUTAIRE

Appui aux communautés de pêcheurs dans la lutte contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée par l'utilisation de téléphones mobiles et d'appareils photos équipés de GPS.



MLOUMA

Mise en relation entre agriculteurs et acheteurs de denrées alimentaires par l'affichage en temps réel des prix du marché et de la localisation des produits



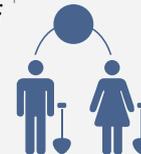
TEXT TO CHANGE MAGRI

Informations destinées aux agriculteurs sur les bonnes pratiques de plantation, de récolte et de gestion des nuisibles et des maladies.



APPLICATION ICOW

Envoi d'informations par téléphone mobile afin d'encourager les bonnes pratiques chez les producteurs laitiers et d'augmenter la production laitière.



M-FARM

Mise en relation entre agriculteurs au sein d'un espace virtuel. Appui aux agriculteurs pour l'achat groupé d'intrants auprès des industriels et pour la commercialisation de leurs produits.



ESOKO

Réception et envoi de données de marché destinées aux agriculteurs à l'aide de simples SMS.



E-PORTEFEUILLE

Possibilité pour les agriculteurs de recevoir sur leur téléphone mobile des coupons pour l'achat de semences et d'engrais.



M-PESA

Transfert d'argent sur mobile.



EFMIS-KE

Amélioration de l'accès aux informations relatives aux marchés pour les pêcheurs.



COCOALINK

Diffusion d'informations relatives aux bonnes pratiques agricoles pour les producteurs de cacao.



MOBILE AGRIBIZ

Amélioration de l'accès aux informations et aux marchés agricoles pour les petits agriculteurs grâce aux technologies Web et mobiles.



INTELLECT TECH

Suivi des demandes de remboursement en temps réel pour les agriculteurs et les compagnies d'assurance.



FARMERLINE

Utilisation d'appels vocaux et de SMS pour collecter des données, diffuser de nouvelles techniques agricoles et améliorer la relation entre les petits exploitants agricoles et les autres acteurs de la chaîne de valeur agricole.



POULTRY GUIDE

Informations et établissement de liens avec le marché pour les producteurs avicoles afin de les aider à accroître leur productivité et leurs bénéfices.



E-VOUCHER

Soutien à l'achat d'intrants agricoles pour les petits agriculteurs en difficulté financière.



FARMING INSTRUCTOR

Diffusion d'informations agricoles en ligne et hors ligne destinées aux agriculteurs et à leurs communautés.



M-MALAWI

Appui à la croissance des moyens de paiement mobiles au Malawi dans le cadre de plusieurs interventions coordonnées.

Pour élaborer un modèle de croissance plus dynamique et plus inclusif, l'Afrique n'a pas d'autre choix que de faire de l'agriculture une priorité absolue. L'Afrique subsaharienne est une région de petits agriculteurs, ce que d'aucuns considèrent à tort comme une source de faiblesse et d'inefficacité. Selon nous, il s'agit d'une force et d'une source potentielle de croissance.

Les agriculteurs africains font preuve de capacités de résilience et d'innovation inégalées. Travaillant sans engrais, pesticides ou systèmes d'irrigation des sols fragiles dans des zones pluviales, souvent équipés d'une simple binette, ils ont à la fois été délaissés et ont été victimes de stratégies de développement inopportunes aux effets catastrophiques. Peu de populations ont reçu autant de mauvais conseils de la part des partenaires du développement et des gouvernements que les agriculteurs africains. Peu d'agriculteurs dans le monde sont aussi désavantagés qu'eux sur le plan des infrastructures, des systèmes financiers, de l'innovation scientifique ou encore de l'accès aux marchés. La productivité s'en ressent : les rendements céréaliers sont en effet très loin d'atteindre ne serait-ce que la moitié de la moyenne mondiale.

L'agriculture reste le talon d'Achille de l'incroyable développement de l'Afrique. La faible productivité enferme des millions d'agriculteurs dans la pauvreté, freine la croissance et détériore les liens entre l'économie agricole et l'économie non agricole, pourtant essentiels aux avancées majeures qu'ont connues le Bangladesh, l'Inde ou le Vietnam en matière de développement. La faible productivité a une autre conséquence, plus rarement évoquée. Les agriculteurs africains seraient en mesure de nourrir des populations urbaines en pleine expansion et de générer des exportations pour répondre à la demande des marchés mondiaux. Or, le continent est de plus en plus dépendant des importations — ce qui constitue un véritable danger à nos yeux. Les pays africains ont ainsi importé des denrées alimentaires (hors produits de la pêche) à hauteur de 35 milliards de dollars US en 2011. Le commerce intra-africain représentait moins de 5 % de ce total. L'augmentation de la productivité des agriculteurs africains et le remplacement de ces importations par leurs propres produits donneraient une forte impulsion à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en s'inscrivant dans la mise en place d'un modèle de croissance plus inclusif.

Il est temps pour les gouvernements africains et la communauté internationale dans son ensemble d'initier une révolution verte 100 % africaine, propre au continent. Copier l'expérience de l'Asie du Sud et passer par les mêmes étapes que les autres régions du monde n'est pas une stratégie viable. En effet, les conditions agricoles de l'Afrique ne sont pas les mêmes que celles de l'Asie. Pour autant, l'Afrique a plus que jamais besoin des innovations scientifiques qui ont contribué à la mutation de l'agriculture dans d'autres régions : des semences résistantes à la sécheresse, des variétés à meilleur rendement, une utilisation plus judicieuse de l'eau, des engrais ou encore des pesticides. Sur ces points clés, les retours sur investissements seront toutefois limités si l'on ne s'attaque pas aux raisons profondes de l'échec de certaines politiques : coût exorbitant du transport de produits agricoles, sous-investissement dans les infrastructures de stockage et de commercialisation, ou encore obstacles au commerce régional.

En outre, il faut impérativement aider les agriculteurs africains à faire face aux répercussions du changement climatique, qui risque fortement de conduire à un réchauffement supérieur à la moyenne en Afrique au cours du XXI^e siècle, réduisant par la même les rendements des principales cultures céréalières. On estime par exemple que les rendements de maïs, l'une des cultures les plus répandues en Afrique, devraient chuter de près de 22 %. Selon le cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental des Nations Unies sur l'évolution du climat, les régions de l'Afrique australe, de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel sont soumises à de forts risques, bien identifiés. Pour autant, aucune région ne sera épargnée. Une évolution, même mineure, des périodes et de l'intensité des précipitations, de la fréquence et de la durée des sécheresses et de la température de surface pourrait avoir des conséquences dramatiques sur la production, la pauvreté et la nutrition.

ÉCHANGES COMMERCIAUX ALIMENTAIRES EN AFRIQUE

Avant 2000, l'Afrique subsaharienne était exportateur net de denrées alimentaires.
Aujourd'hui, ses importations de denrées alimentaires s'élèvent à

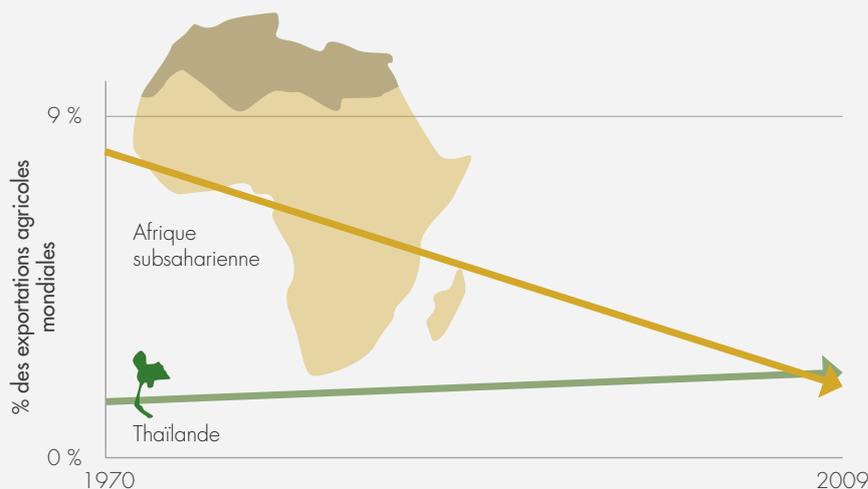
35 MILLIARDS DE DOLLARS US PAR AN

ET LES IMPORTATIONS DÉPASSENT LES EXPORTATIONS DE

30 %

L'instabilité qui caractérise les marchés de denrées alimentaires accroît
la vulnérabilité de l'Afrique.

ALORS QU'ELLE ACCUEILLE 13 % DE LA POPULATION MONDIALE, L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE REPRÉSENTE
MOINS DE 2 % DES EXPORTATIONS AGRICOLES MONDIALES. ELLE EXPORTE MOINS QUE LA THAÏLANDE.



En 2012, les subventions accordées à l'agriculture dans les pays de l'OCDE s'élevaient à **258 milliards de dollars US**, ce qui a contribué à réduire le poids de l'Afrique sur les marchés mondiaux.

INVERSER LA TENDANCE

Niveaux de productivité de l'Afrique pourraient aisément être multipliés par deux d'ici

5 ans

SEULS 3,5 MILLIONS D'HECTARES SUR LES

240 millions

d'hectares propres à la riziculture inondée ont été exploités

Le Nigéria dépense **11 milliards de dollars US** dans l'importation de blé, de riz, de sucre et de produits de la pêche

MAIS > LE PAYS A RÉCEMMENT RÉDUIT SES IMPORTATIONS DE

5 milliards de dollars US

Sources:

Adesina, A. (2013), Transforming Nigeria's agriculture.
Africa Renouveau (2014), Agriculture is Africa's next frontier.
Ernst & Young (2013), Getting down to business: Ernst & Young's Attractiveness Survey.
FAOstat, cité dans Groupe Banque mondiale (2013), Growing Africa: Unlocking the potential of agribusiness.
FAO (2013), FAOSTAT.

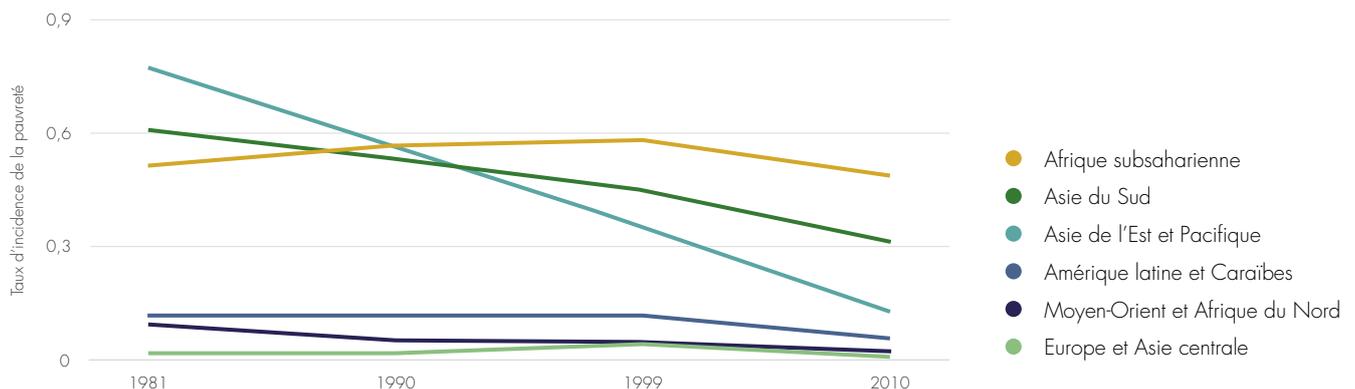
N.B. : Importations de l'Afrique subsaharienne hors produits de la pêche.

C'est la raison pour laquelle l'incapacité de la communauté internationale à fournir des financements suffisants en faveur de l'adaptation est indéfendable. Les pays industrialisés ont beaucoup promis, mais ils ont finalement versé peu de financements nouveaux et supplémentaires en faveur de l'adaptation climatique. Les engagements pris dans le cadre des fonds consacrés au climat sont inférieurs à 700 millions de dollars US et les dépenses réelles encore plus faibles. Il s'agit là d'une stratégie injuste et manquant de clairvoyance. Elle est injuste parce qu'on laisse les agriculteurs africains faire face, seuls, à une crise climatique dont ils ne sont pas responsables. Les dépenses relatives à l'adaptation en Afrique pâtit des investissements de plusieurs milliards de dollars entrepris dans les pays industrialisés. Le sous-investissement dans l'adaptation climatique s'apparente à la politique de l'autruche, car des investissements précoces permettraient de dynamiser la croissance, d'améliorer la sécurité nutritionnelle et d'atténuer les risques climatiques.

L'exploitation des ressources de l'Afrique au profit du développement africain est une autre priorité. Dans le rapport publié l'an dernier, *Équité et industries extractives*, nous avons mis en lumière les conséquences préjudiciables de l'évasion fiscale et la perte de revenus liée à la sous-valorisation des ressources minières. Cette année, nous mettons l'accent sur les ressources renouvelables, et notamment sur la pêche et l'exploitation forestière. Les parallèles avec l'évasion fiscale sont frappants. Dans un cas comme dans l'autre, l'Afrique se retrouve obligée de négocier sur des marchés caractérisés par une forte activité illicite et non réglementée. De même, les ressources qui devraient être consacrées aux investissements en Afrique sont pillées du fait des actions d'élites locales et d'investisseurs étrangers. Dans les deux cas, les gouvernements africains comme la communauté internationale dans son ensemble sont incapables de mettre en place les règles multilatérales nécessaires pour lutter contre ce qui relève d'un problème mondial appelant une action collective.

Les conséquences sociales, économiques et humaines en sont désastreuses. Selon une estimation prudente, la pêche illicite et non réglementée coûte à la seule région d'Afrique de l'Ouest 1,3 milliard de dollars US par an. Elle empêche les pêcheurs artisanaux de gagner leur vie, fait perdre à l'Afrique une source vitale de protéines et de nutrition et prive le continent de la possibilité de pénétrer des segments à plus forte valeur ajoutée du commerce mondial. Les chalutiers industriels non déclarés et les ports où ils débarquent leurs prises illicites sont l'équivalent économique des entreprises minières pratiquant l'évasion fiscale et des paradis fiscaux offshore. Les problèmes sous-jacents sont connus de tous, mais les actions mises en place à l'échelle internationale pour les résoudre reposent sur des codes de déontologie facultatifs qui ne sont généralement pas respectés. Il en va de même pour l'exploitation forestière : les forêts de l'ouest et du centre de l'Afrique sont très clairement des lieux de pillage des ressources sylvoles du continent.

FIGURE 7 LA PAUVRETÉ EN AFRIQUE DIMINUE À PRÉSENT, MAIS PLUS LENTEMENT QUE DANS D'AUTRES RÉGIONS (EN %)



Source: Groupe Banque mondiale (2014), PovcalNet.

Pour que l'Afrique s'engage sur la voie du changement, il sera nécessaire d'investir dans une croissance inclusive. Les infrastructures en sont l'une des priorités. L'Afrique est la seule région au monde où les réseaux routiers et les réseaux énergétiques sont si peu développés. Pour faire évoluer cette situation, des investissements conséquents en capitaux seront nécessaires et devront se fonder sur des propositions concrètes et réalistes, mais aussi sur de nouveaux modèles économiques. L'écart de financement actuel est estimé à environ 48 milliards de dollars US. Pour le combler, l'accent a largement été mis sur le développement de financements « nouveaux et innovants », comprenant notamment le recours à l'aide afin d'attirer des investissements privés. Malheureusement, les versements effectifs ont été bien moins impressionnants que le battage médiatique qui entoure les lancements incessants de nouvelles initiatives. Le problème est en partie dû à une incapacité à investir suffisamment dans le développement des compétences des gouvernements africains en matière d'élaboration de projets d'infrastructure.

Les systèmes financiers des pays africains représentent un autre obstacle à la croissance. Aucune région du monde n'a un accès aussi limité aux services financiers. Seul un Africain sur cinq dispose d'un compte, quel qu'il soit, auprès d'une institution financière officielle, les personnes pauvres, les habitants des zones rurales et les femmes étant les plus désavantagés à cet égard. Cette exclusion financière limite les perspectives de réduction de la pauvreté et de valorisation de la croissance, qui bénéficieraient pourtant à tous. N'ayant pas accès aux produits d'assurance, les agriculteurs africains doivent placer leurs modestes économies de façon à pouvoir y puiser en cas d'urgence, au lieu de les investir pour améliorer leur productivité. De même, ne pouvant accéder aux établissements de prêt et d'épargne, ils ne sont généralement pas en mesure de répondre aux opportunités commerciales qui s'offrent à eux.

Il est désormais urgent de combler plusieurs autres lacunes en matière de financement national. Dans une certaine mesure, l'environnement de financement régional a connu une mutation. Il y a dix ans, de nombreux pays d'Afrique sortaient à peine de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés. Aujourd'hui, la plupart de ces pays sont présents sur le marché de la dette souveraine. Néanmoins, l'Afrique ne pourra pas répondre à ses besoins de financement d'infrastructures et de développement de compétences uniquement par l'intermédiaire de l'aide et par le financement de la dette sur les marchés. C'est pour cette raison que rien ne saurait remplacer les financements nationaux. Or, la croissance économique n'a que très peu contribué à la hausse du taux d'épargne ou de la part du PIB collectée sous forme de recettes fiscales, ce qui confirme que des réformes institutionnelles sont nécessaires.

Recommandations

Ce rapport recense quelques-uns des principaux défis que l'Afrique doit relever en matière de développement. La tâche s'avère délicate. Pourtant, les dirigeants politiques, les entrepreneurs, les agriculteurs et l'ensemble de la société civile en Afrique disposent d'une occasion unique de transformer profondément leurs pays. S'ils parviennent à s'en saisir, cette génération marquera l'histoire pour avoir réussi à éradiquer la pauvreté. Nous proposons dans ce rapport un programme d'ordre général en faveur du changement : il repose sur cinq principes fondamentaux, accompagnés de propositions d'actions concrètes à mettre en œuvre.

Partager les richesses

Une croissance inclusive et de meilleures perspectives sont indispensables à l'éradication de la pauvreté.

Les gouvernements africains doivent fixer des objectifs en matière d'équité, cohérents au regard des objectifs de développement pour l'après-2015, et portant en priorité sur l'amélioration de l'égalité des chances. Ces objectifs pourraient notamment être les suivants : réduire de moitié sur cinq ans les disparités en matière d'assiduité scolaire, de survie des enfants et d'accès aux services essentiels, dues au fossé qui sépare les zones rurales des zones urbaines, aux écarts de richesses ou aux divisions entre les sexes. Un engagement plus marqué en faveur d'une croissance inclusive suppose une généralisation de la protection sociale, y compris par l'intermédiaire de transferts de fonds vers les plus pauvres. Les gouvernements doivent consacrer une partie des 3 % du PIB régional actuellement alloués aux subventions à la consommation d'énergie au financement de programmes de protection sociale bien conçus.

Investir dans une révolution verte 100 % africaine

Les gouvernements africains, le secteur privé et la communauté internationale doivent investir conjointement dans une révolution verte 100 % africaine.

Il est possible de doubler la productivité agricole de l'Afrique au cours des cinq prochaines années. Ainsi que l'a rappelé l'Union africaine, les pays africains peuvent éliminer la faim et la malnutrition et devenir des acteurs majeurs des marchés mondiaux de denrées alimentaires. Il est par ailleurs indispensable d'exploiter tout le potentiel d'une agriculture et d'une aquaculture durables, afin de nourrir les populations, de créer des emplois et de générer des revenus grâce à l'exportation. La réalisation de progrès décisifs dans le secteur de l'agriculture est conditionnée à des facteurs d'ordre financier. Il est désormais temps pour les gouvernements de respecter l'engagement qu'ils ont pris de consacrer au moins 10 % de leurs ressources budgétaires à l'agriculture. Ils doivent également mettre en place des conditions de marché favorables. La promotion du remplacement des importations doit constituer une priorité immédiate, afin de réduire les importations de denrées alimentaires de l'Afrique, qui s'élèvent actuellement à 35 milliards de dollars US. Pour cela, les gouvernements devront éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires au commerce régional, mettre fin aux ententes dans le secteur des transports et développer des infrastructures de commercialisation.

Faire cesser le pillage des ressources et des bénéficiaires

Les ressources de l'Afrique doivent faire l'objet d'une gestion durable, qui profite aux peuples du continent. Les actions nationales et régionales ne peuvent être suffisantes. La communauté internationale doit mettre au point des systèmes multilatéraux empêchant le pillage des ressources de l'Afrique.

Pêche: la communauté internationale doit agir collectivement en faveur d'une révolution bleue de gestion des ressources marines. Afin de faire cesser le pillage des ressources halieutiques de l'Afrique, l'ensemble des gouvernements doit ratifier et mettre en œuvre l'Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port visant à contrecarrer la pêche illicite,

non déclarée et non réglementée, et créer un registre mondial des navires de pêche. Les gouvernements africains doivent alourdir les amendes imposées aux navires se livrant à la pêche illicite (non déclarée et non réglementée), soutenir la pêche artisanale, améliorer la transparence et rendre publiques les modalités de délivrance des permis de pêche marchande.

Forêts: tous les contrats de concession d'exploitation forestière commerciale doivent être rendus publics, ainsi que la structure de propriété effective des entreprises en question. Les concessions doivent être délivrées avec le consentement éclairé des communautés concernées, sur la base d'une présentation claire et exacte des coûts et avantages potentiels.

Comblent le double déficit d'infrastructures et de système financier inclusif

Les gouvernements africains doivent combler le double déficit d'infrastructures et de système financier inclusif.

L'absence d'infrastructures représente un goulet d'étranglement pour la croissance comme pour les perspectives qui s'offrent à l'Afrique. Il en va de même pour le système financier. Il est indispensable de mettre en place une coopération régionale dans les domaines de l'énergie et des transports afin de réaliser des économies d'échelle dans le cadre des projets d'infrastructure. Les gouvernements africains auraient également intérêt à soutenir le développement des services bancaires mobiles et du commerce électronique, afin de surmonter le problème de l'exclusion financière, en s'appuyant par exemple sur la réussite de projets tels que M-PESA au Kenya. Les institutions de financement du développement doivent par ailleurs travailler avec le secteur privé en vue d'une prise en compte plus équilibrée des risques.

Améliorer l'équité et la transparence de la fiscalité et de la finance

Une meilleure mobilisation des ressources nationales est une des clés du financement d'une croissance inclusive : les gouvernements africains doivent donc investir dans des dispositifs efficaces et équitables de collecte de l'impôt.

Ils doivent rendre publiques, en toute transparence, toutes les exonérations fiscales accordées à des entreprises, qu'elles soient nationales ou étrangères. Le coût estimé de ces exonérations doit également être communiqué, ainsi que leur justification et les principaux bénéficiaires.

La communauté internationale doit intensifier les efforts de lutte contre l'évasion fiscale. Les multinationales présentes en Afrique doivent rendre publiques leurs opérations financières, ainsi que les impôts dont elles s'acquittent. En s'inspirant d'initiatives en cours, les gouvernements doivent accélérer l'échange automatique d'informations à des fins fiscales et développer les capacités de l'Afrique à exploiter les informations ainsi obtenues. Tous les gouvernements, y compris ceux des États pratiquant le secret bancaire, doivent mettre en place des registres publics de propriété effective des entreprises et des fiducies. Les entreprises multinationales pourraient d'ailleurs donner l'exemple en publiant la liste complète de leurs filiales ainsi que des informations sur les revenus, les bénéfices internationaux et les impôts acquittés dans différents pays.

En outre, la communauté internationale doit honorer ses engagements en matière d'aide et aller plus loin en réduisant le coût des transferts de fonds. Le G8 doit œuvrer avec les gouvernements africains à la réduction du coût de ces transferts, afin que celui-ci ne dépasse pas 5 %. Cela suppose de mettre fin aux pratiques commerciales restrictives des opérateurs de transferts, de renforcer la concurrence et de mettre en place des dispositifs incitatifs en faveur du développement de méthodes de transfert mobiles à bas coût.

L’Africa Progress Panel cherche à promouvoir le développement de l’Afrique en évaluant les progrès effectués, en soulignant les opportunités présentes sur le continent et en encourageant le changement.

MEMBRES DU PANEL

M. Kofi Annan

Président de l’Africa Progress Panel, ancien Secrétaire général des Nations Unies et lauréat du prix Nobel de la paix

M. Michel Camdessus

Ancien directeur général du Fonds monétaire international (FMI)

M. Peter Eigen

*Founder of Transparency International and Special Representative of the Extractive
Fondateur de l’ONG Transparency International et représentant spécial de l’Initiative
pour la transparence dans les industries extractives (ITIE)*

M. Bob Geldof

*Musicien, homme d’affaires, fondateur et coordinateur du groupe Band Aid et des
concerts Live Aid et live8, co-fondateur de l’ONG DATA (Debt, AIDS, Trade, Africa),
conseiller de la campagne ONE et militant*

Mme Graça Machel

*Présidente de la Fondation pour le développement communautaire (FDC) et fondatrice
de l’association New Faces New Voices*

M. Strive Masiyiwa

Fondateur d’Econet Wireless

Mme Linah Mohohlo

Gouverneure de la banque centrale du Botswana

M. Olusegun Obasanjo

Ancien président du Nigéria

M. Robert Rubin

*Co-président du conseil d’administration du Council on Foreign Relations (CFR) et
ancien Secrétaire au Trésor des États-Unis*

M. Tidjane Thiam

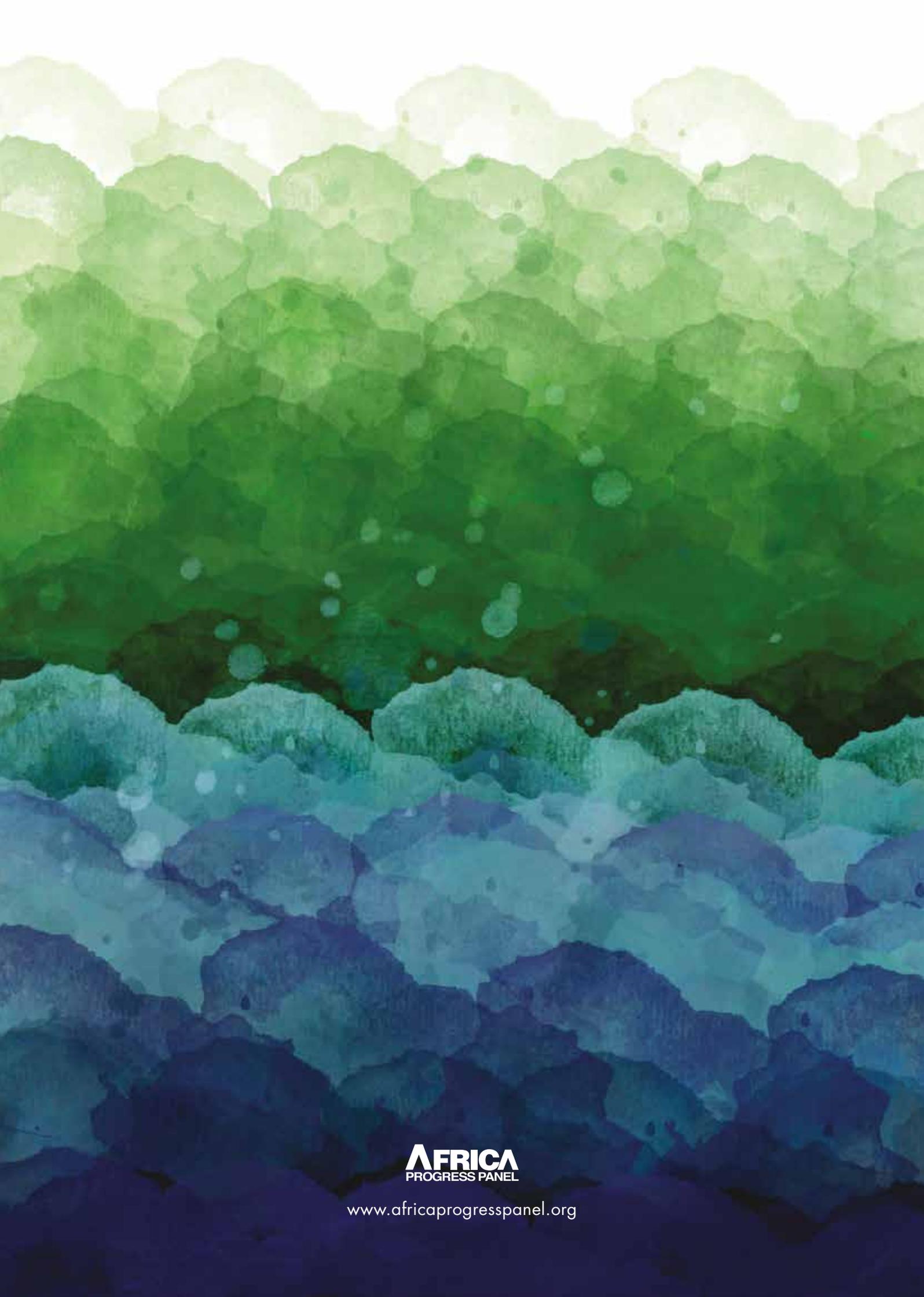
PDG de Prudential Plc.

Africa Progress Panel

**P.O. Box 157
1211 Geneva 20
Switzerland**

**info@africaprogresspanel.org
www.africaprogresspanel.org**

L’Africa Progress Panel imprime sur du papier recyclé



AFRICA
PROGRESS PANEL

www.africaprogresspanel.org